

Chers Camarades,

Nous nous retrouvons aujourd'hui, dans un contexte particulièrement lourd, de crise sociale, démocratique et économique. Un contexte où les salariés doutent, où beaucoup n'arrivent plus à vivre dignement de leur travail, où les repères vacillent, où les discours de haine progressent.

Et dans ce contexte, notre responsabilité est immense.

Car pendant que certains parlent d'identité, de divisions ou de boucs émissaires, les salariés parlent d'une chose beaucoup plus importante : leur fiche de paie.

Ils parlent de leurs galères, de leur pouvoir d'achat, Du prix des courses. Du logement, De l'électricité, Du gaz, Des transports et des dépenses de santé.

Et pendant ce temps-là, les salaires stagnent.

C'est cela la réalité à la sécurité sociale comme pour beaucoup d'autres travailleuses et travailleurs.

Dans les organismes de sécu, c'est la cata

Les salariés expriment une lassitude profonde.

Ils subissent les réorganisations permanentes, la dégradation des conditions de travail, les sous-effectifs chroniques, la perte de sens au travail. Et bien entendu, des salaires misérables

Et malgré cela, ils ou plutôt ELLEScontinuent de faire tourner

la sécu, notre chère sécu !

La colère monte !

Parce que les salariés ne voient pas de réponses à la perte continue de leur pouvoir d'achat.

Parce qu'à la sécu il n'existe pas de mesures salariales automatiques permettant de protéger les rémunérations.

Parce que l'inflation sur 5 ans atteint 16%, et qu'en Mai 2026 elle grimpe encore de 2,4%,

Tandis que la valeur du point n'a progressé que de 5% sur 5 ans, contre 14,7 % pour le SMIC.

Une perte considérable de pouvoir d'achat. ~~de 10% à 15% au RSA~~

Cette divergence intolérable place aujourd'hui plusieurs niveaux de notre grille en dessous du SMIC malgré une nouvelle classif en 2025.

de + de salariés au RSA activé
Un comble et une situation inacceptable qui engendre un profond sentiment d'injustice et de déclassement

Les salariés de droit privé exerçant des missions de service public sont trop souvent les grands oubliés des politiques salariales nationales.

Pourtant, leur engagement est essentiel à la cohésion sociale de notre pays.

C'est pourquoi nous devons continuons d'exiger une politique salariale juste.

Et, nous remercions la Confédération d'avoir entendu cette réalité dans notre amendement

Car derrière la question salariale, il y a aussi une question démocratique.

Quand des salariés ont le sentiment de travailler toujours plus pour gagner toujours moins,

Quand ils se sentent invisibles, méprisés ou abandonnés,

1. The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. It emphasizes that proper record-keeping is essential for the transparency and accountability of the organization. This section also outlines the various methods used to collect and analyze data, ensuring that the information is reliable and up-to-date.

2. The second part of the document focuses on the financial aspects of the organization. It details the budgeting process, including how funds are allocated across different departments and projects. This section also covers the reporting requirements, ensuring that all financial activities are properly documented and reviewed.

3. The third part of the document addresses the operational aspects of the organization. It describes the various processes and procedures that are in place to ensure the smooth running of the organization. This includes the management of resources, the coordination of activities, and the implementation of policies and procedures.

4. The fourth part of the document discusses the legal and regulatory requirements that the organization must comply with. It outlines the various laws and regulations that apply to the organization's operations, and describes the steps that are taken to ensure compliance. This section also covers the process of obtaining necessary permits and licenses.

5. The fifth part of the document discusses the organizational structure and the roles of the various departments. It describes the hierarchy of the organization, from the top management down to the front-line staff. This section also outlines the responsibilities of each department and the ways in which they interact with each other.

6. The sixth part of the document discusses the future plans of the organization. It outlines the various goals and objectives that the organization is aiming to achieve in the coming years. This section also describes the strategies and tactics that are being developed to achieve these goals, and the resources that are being allocated to support these efforts.

7. The seventh part of the document discusses the conclusion of the document. It summarizes the key findings and recommendations of the document, and provides a final statement of the organization's commitment to transparency and accountability.

8. The eighth part of the document discusses the appendix. It contains various supplementary information, including a list of references, a list of abbreviations, and a list of figures and tables. This section also contains a list of the names of the individuals who contributed to the document.

9. The ninth part of the document discusses the index. It provides a list of the various topics covered in the document, and the page numbers where they can be found. This section is designed to help readers navigate the document and find the information they are looking for.

10. The tenth part of the document discusses the cover page. It contains the title of the document, the name of the organization, and the date of publication. This section is designed to provide a clear and concise overview of the document.

Quand, les employeurs et particulièrement les plus grands, les plus forts, les plus influents se cachent derrière leur petit doigt et engrangent du pognon

C'est précisément là que l'extrême droite et les discours nauséabonds progressent !

Nous devons le dire clairement : aujourd'hui, le principal danger politique pour le monde du travail vient de l'extrême droite.

Pas seulement dans les urnes.

Mais aussi dans les entreprises, dans les administrations, et parfois même dans d'autres organisations syndicales

Les discours de haine se banalisent. Le racisme, les discriminations et les attaques contre les plus précaires progressent.

La CFDT que nous voulons protège tous les travailleurs. Sans distinction

C'est une fierté pour notre syndicat, c'est aussi une fierté à titre personnelle, pour la fille et petite-fille d'immigrés, petite fille de soldat des colonies qui a combattu le nazisme, fille d'un résistant algérien qui a pourtant appris à ses enfants à aimer la France, notre pays.

Je le dis là, car pour convaincre, il ne suffit plus d'avoir raison

...

Malheureusement... ,

Nous aurons besoin de moyens financiers car il ne faut pas s'imaginer pouvoir combattre, ou tout au moins survivre aux fachistes avec des cacahuètes en guise de munitions. En face il ont les milliards et les médias.

Nous devons nous préparer et moderniser nos modes de communication, ne pas hésiter à aller là où ils nous attendent pas !

Sur les réseaux sociaux, les fausses informations, les préjugés, les idées reçues se propagent, l'ignorance, la désespérance, le sentiment de déclassement sont des réceptacles facile.

Et ce sont souvent les plus agressifs, les plus simplistes et les plus démagogues qui occupent l'espace.

Les prochaines élections CSE seront essentielle et nous devons les préparer dès maintenant.

Réformer notre interne, revoir la cotisation mais aussi flécher et rationaliser nos dépenses vers l'essentiel, à toutes les strates de notre organisation, pour se préparer à résister.

Cher camarade, Notre force, ce n'est pas la démagogie. Notre force, ce sont nos valeurs, du sérieux, du travail, de la proximité et de la crédibilité.

Nous devons être à la hauteur des militants qui ne compte pas leurs heures dans les sections syndicales, dans les UD ou les UL.

A notre échelle, nous continuerons à prendre toute notre place pour défendre les salariés, les assurés sociaux, les allocataires, les plus vulnérables

des rebravés,

Car pour nous, ^{A la SEC} appliquer la préférence nationale et des lois discriminante, c'est non merci !